



Déclaration liminaire du groupe CGT au CNESER plénier d'installation du 12 septembre 2023

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, la rentrée 2023 s'effectue dans un climat particulier sur au moins trois niveaux :

- la rentrée universitaire,
- la rentrée de la recherche,
- et enfin - la rentrée sociale, économique et écologique.

D'abord, concernant la rentrée universitaire, la CGT dénonce les cafouillages dans la mise en place de la plateforme MonMaster et les difficultés récurrentes désormais de Parcoursup qui accentuent la sélection dans l'enseignement supérieur et conduit au désarroi bien des lycéens et des étudiants. Nous pouvons nous satisfaire de la croissance de la population étudiante, mais pas de telles conditions d'accueil indigne du Service public et encore moins que de constater l'augmentation globale des étudiants est captée par l'enseignement privé (et non public). De nombreux étudiants ne trouvent pas de place dans l'Université, et pour ceux qui en ont une, le manque d'encadrement est dramatique et conduit à une souffrance au travail des personnels enseignants et administratifs comme le montre les mouvements des STAPS à Nantes, Créteil ou Brest.

Ensuite, sur le plan de la recherche, la situation est grave :

- les fonds de roulement : en effet que dire de la captation par le gouvernement des fonds de roulement des universités et opérateurs de l'Etat ? Le gouvernement décide sans coup férir d'un programme militaire de 400 Md€ mais vient piocher dans la caisse des Universités, pourtant rendues autonomes selon une volonté clairement affichée. Est- ce ainsi que le gouvernement prépare l'avenir ou l'avenir qu'il appelle de ses vœux, peut-être ?

- le rapport Gilet : Les travaux et le rapport de M. Gillet n'ouvrent pas vraiment de voies novatrices, à moins d'estimer novateur de nommer un unique référent recherche au plus haut niveau de l'Etat. Nous notons par ailleurs que ce rapport n'a pas été présenté, ni discuté dans notre instance et il serait décliné déjà à titre expérimental. Pour la CGT, les organismes nationaux de recherche ne peuvent pas être transformés en agence de moyen ou de montage de projets, leur métier, c'est bien la recherche. Dans l'ensemble, il semble que le rapport Gillet complexifie encore davantage le secteur de la recherche et privilégie plutôt les recherches immédiatement rentables. Mais enfin avec tous ces montages de projet, de passage devant des commissions, d'évaluation de performance, etc., on se dit que peut-être la dépense va augmenter dans la recherche française en général mais pas dans les labos !

Enfin, la rentrée universitaire est marquée par le contexte social, économique et environnemental.

Malgré un fort mouvement d'opposition unitaire, des rassemblements massifs dans lesquels la jeunesse a pris sa part, le gouvernement a imposé une réforme des retraites inique. Non content de ce passage en force, il semble décider à réprimer la contestation avec des poursuites judiciaires contre les militants syndicaux essentiellement issus de la CGT. Il criminalise également les militants écologistes. Cet autoritarisme n'est pas de nature à décourager la dénonciation d'une politique antipopulaire et à courte de vue dans bien des domaines. La situation des salariés y compris dans le secteur ESR, des familles et de la jeunesse étudiante est rendue encore plus difficile par l'augmentation des prix de premières nécessités - alimentation et énergie – et le logement pour les étudiants, demeure un sujet de préoccupation.

Plus généralement, pour les étudiants, nous constatons une dégradation générale de leurs conditions de vie. Rappelons ici que près de 60% d'étudiants paie un loyer en moyenne de 390€ et que l'offre de logement étudiant est très insuffisante (il manque 250000 logements étudiant). Faut-il rappeler ici aussi qu'un tiers des étudiants renoncent aux soins faute de moyens financiers et près d'un sur deux déclarent sauter des repas pendant une semaine normale de cours ? Est-ce ainsi qu'une grande nation traite sa jeunesse ? Et pour faire bonne mesure, voici qu'il est décidé d'augmenter de manière substantielle les frais d'inscription des étudiants étrangers extra européens. Une bonne façon, nous supposons, de renforcer le rayonnement de la France. Un étudiant extra-communautaire paie 3770 € pour s'inscrire en master contre 243 € pour son homologue européen. Une forte diminution d'inscription d'étudiants étrangers est déjà constatée – jusqu'à un tiers de moins – dans les Universités qui ne les exonèrent pas de ces frais exorbitants.

Comment traite-t-on dans ce pays, les Universités, ses étudiants ? Il manque déjà une dizaine d'Universités pour les accueillir dans des conditions satisfaisantes et les former pour devenir des citoyens éclairés et des personnes qualifiées. Quand on affiche des ambitions de réindustrialisation et de lutte contre les crises environnementales, ne faut-il pas commencer par là ?

Force est de constater la totale indigence des solutions proposées par le gouvernement. Et fidèle aux préceptes néolibéraux, votre gouvernement continue à dégrader le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

De plus, le nombre de chercheurs diminue, les patrons de la recherche française s'alarment. Quand on table sur l'innovation, ne faut-il pas y remédier ? Mais peut-être que l'industrialisation consiste pour ce gouvernement à faire venir des industriels étrangers, subventionner leur installation comme cette usine de batterie sèche taïwanaise dans le nord de la France et ainsi profiter provisoirement des résultats de la recherche étrangère ?

Décidément, aucune leçon n'a été tirée de l'échec de la recherche française face à la pandémie COVID.

La CGT estime nécessaire que la France consacre au moins 2,5% de son PIB à l'enseignement supérieur et 3% à la recherche. Il faut se donner les moyens des ambitions déclarées !

Mais quelles ambitions ? Est-ce de transformer l'éducation et l'enseignement supérieur en un marché économique, conformément à l'idéologie néolibérale promue au sein de l'Union européenne et dans les élites politiques ? Après un été de tous les records, dans un contexte de crise environnementale multi-dimensionnelle dont le gouvernement ne semble pas encore avoir pris la mesure, l'urgence est de mettre l'ESR public au service de l'intérêt général et non d'une société capitaliste productiviste et consumériste. Quelques pôles d'excellence ne pourront pas longtemps cacher les conditions dégradées partout ailleurs.

Au travers des contrats de plan Etat-Région (CPER), les exécutifs régionaux participent également à cette pression générale sur la vie universitaire, y compris dans les contenus pédagogiques, l'université devant répondre à leurs yeux aux problématiques économiques de leur territoires. Par suite, les départements de sciences humaines et sociales s'en trouvent marginalisées. La CGT estime que l'enseignement supérieur ne doit pas dépendre des besoins des entreprises, souvent conjoncturelles.

La CGT ne se contente pas de ces constats alarmants. Elle pose une série de revendications qui permettrait à la fois d'accueillir les étudiants dans de meilleures conditions, en particulier en augmentant le budget des œuvres sociales et à tous les enseignants d'exercer leur profession dans un cadre statutaire unique. Il est utile de rappeler ici que la précarité reste une réalité dans

l'enseignement supérieur et concerne un tiers des personnels. Elle porte une attention particulière au statut des doctorants avec l'idée d'un financement pendant la durée de leur thèse, pour l'ensemble des doctorants et pas seulement les étudiants en sciences dites dures (cf. en SHS, les doctorants sont souvent non financés).

La CGT porte aussi la revendication de la prise en compte des années d'études dans le calcul des retraites.

La CGT préconise le retour à des établissements de taille humaine, au fonctionnement collégial et démocratique, demeurant régis par le code de l'éducation, construits sur des projets pédagogiques ou de recherche, initiés par les collègues, disposant de financements publics pérennes tout en restant inscrits dans un cadre national public. Elle rappelle la nécessité du monopole public de la collation des grades universitaires.

Aux yeux de la CGT, la présentation du plan national de recherche n'a pas suscité un débat à la hauteur des enjeux. La CGT estime que la stratégie nationale Industrielle d'une part et de la Recherche d'autre part, devrait faire l'objet de débats démocratiques et de choix orchestrés avec et pour les citoyens de ce pays, on en est bien loin ! L'éthique de la Recherche avec les potentiels conflits d'intérêts mériteraient aussi un meilleur encadrement et suivi démocratique.

Enfin, comme dernier point, il nous paraît nécessaire d'évoquer l'avenir des EPIC et notamment celui de l'ISRN dont les jours sont comptés malgré la mobilisation de son personnel. Dans un premier temps décidé, la fusion entre l'ASN et l'ISRN a été suspendue, puis remis en marche. Ainsi, le secteur nucléaire civil français est privé d'un organisme d'études autonome dans le cadre du projet gouvernemental d'accélération du déploiement du nucléaire. Nous condamnons cette décision.

La fin annoncée de l'IRSN ouvre la question du devenir des Etablissements Publics de Recherche dont la situation est alarmante avec des projets de même farine pour le BRGM, l'IFREMER et le CIRAD sans perspective, le CNES en voie de dissolution. En particulier, face aux défis des crises environnementales et de la crise énergétique, outre le secteur de la recherche universitaire, le pays dispose d'EPIC comme le CEA dont les moyens importants doivent être concentrés sur ces enjeux.

Conclusion : la CGT porte une ambition de transformation sociale et écologique complètement opposée à celle en cours depuis des décennies qui consistent à imposer les lois du marché à l'ensemble des activités humaines. L'enseignement supérieur et de la recherche n'échappe pas à cette visée à laquelle elle s'oppose fermement. Dans un contexte d'urgence environnementale et sociale, il est nécessaire et à défendre un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche de qualité et novateur, garant de l'égalité entre les usagers.